

Curriculum vitae

Daniel DUMONT

I. Informations générales

1.1. Nom, prénoms : DUMONT, Daniel, Marie, Xavier, Henri

1.2. Sexe : M

1.3. Pays, ville et date de naissance : Belgique, Bruxelles, le 14 octobre 1982

1.4. Nationalité : Belge

1.5. Adresse professionnelle :

Université libre de Bruxelles

Faculté de droit et de criminologie

Centre de droit public et social

Avenue F.D. Roosevelt, 50

CP 137

B-1050 Bruxelles

<http://droit-public-et-social.ulb.be>

1.6. Téléphone et e-mail :

Professionnel : 02/650 32 49

daniel.dumont@ulb.be

1.7. Connaissance des langues :

- active : français (langue maternelle), anglais (niveau intermédiaire) et néerlandais (niveau intermédiaire)

- passive : français, anglais et néerlandais

II. Titres universitaires

Docteur en droit, licencié en philosophie et titulaire d'un certificat universitaire en éthique économique et sociale

Grades par année, institutions délivrantes et titre des travaux de fin de cycle

- 2006-2010 : Doctorat en droit à l'Université Saint-Louis

Dissertation doctorale : « La responsabilisation des personnes sans emploi en question. Une étude critique de la contractualisation des prestations sociales en droit belge de l'assurance chômage et de l'aide sociale » (575 p.)

Promoteur : François Ost (Université Saint-Louis et Université de Genève)

Jury : Jean De Munck (Université catholique de Louvain), Bernadette Graulich (Université de Liège), Johan Put (KU Leuven), Alain Supiot (Université de Nantes et Collège de France) et Pascale Vielle (Université catholique de Louvain)

- 2006-2007 : Licence en philosophie à l'Université catholique de Louvain

La plus grande distinction

Mémoire de fin d'étude : « Figures de la responsabilité dans l'Etat social. Éléments pour une philosophie de la sécurité sociale » (19/20).

Promoteur : Hervé Pourtois ; co-promoteur : Jean De Munck ; lecteur : Philippe Van Parijs

- 2005-2006 : . Certificat universitaire en éthique économique et sociale à l'Université catholique de Louvain (Chaire Hoover)

Réussi avec une moyenne de 90 %, 1^{er} de promotion (pas de grade délivré pour ce diplôme)

- . Licence en philosophie à l'Université catholique de Louvain
(diplôme pour porteur d'un titre de licencié, étalé sur deux ans)

- 2004-2005 : 3^{ème} licence en droit à l'Université catholique de Louvain
La plus grande distinction, 1^{er} de promotion

Travail de fin d'étude en droit social (avec P. Claes) : « Droit social et gratuité. Pour un statut des travailleurs bénévoles » (19/20).
Promotrice : Pascale Vielle

Séjour d'échange à l'Université d'Ottawa (Canada) de janvier à mai 2005

- 2003-2004 : 2^{ème} licence en droit à l'Université catholique de Louvain
Grande distinction

- 2002-2003 : 1^{ère} licence en droit à l'Université catholique de Louvain
Grande distinction

- 2001-2002 : . 2^{ème} candidature en droit à l'Université Saint-Louis
Grande distinction, 2^{ème} de promotion
. 2^{ème} candidature en philosophie à l'Université Saint-Louis
Grande distinction

- 2000-2001 : . 1^{ère} candidature en droit à l'Université Saint-Louis
Grande distinction
. 1^{ère} candidature en philosophie à l'Université Saint-Louis
(diplôme pour porteur d'un titre de candidat, étalé sur deux ans)

III. Carrière scientifique

3.1. Postes occupés

- (Du 1^{er} octobre 2010 au 30 septembre 2013, chargé de recherches du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) rattaché à la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis : mandat décliné)
- Du 1^{er} octobre 2006 au 30 septembre 2010, aspirant du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) rattaché à la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis

3.2. Séjours d'étude

- En 2011-2012, *visiting scholar* à la University of California, Los Angeles (UCLA), School of Law, dans le cadre d'un post-doctorat (*Faculty sponsors* : prof. Katherine Stone et prof. Noah Zatz) ;
- En 2022-2023, chercheur visiteur à l'Institut voor Sociaal Recht de la KU Leuven, dans le cadre d'un congé sabbatique (collègues visités : prof. Johan Put, prof. Paul Schoukens et prof. Yves Stevens).

IV. Carrière d'enseignement

4.1. Enseignement universitaire

Depuis 2010, chargé de cours à temps plein à la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB.

Cours enseignés :

- Droit de la sécurité sociale (24h), dans les masters en droit, en sciences du travail et en gestion des ressources humaines – approximativement 900 étudiants ;
- Droit approfondi de la sécurité sociale (24h), dans le master en droit et le master de spécialisation en droit social (suppléé en 2015-2016, en raison d'un double auditoire en Droit de la sécurité sociale consécutif à une réforme du programme

du master en droit, et en 2016-2017, en raison d'un problème de santé) – entre 100 et 150 étudiants ;

- Droit social européen (24h), dans le master en droit, le master de spécialisation en droit social et le master de spécialisation en droit européen – entre 50 et 75 étudiants ;
- Droit social comparé (24h), dans le master en droit et le master de spécialisation en droit social (suppléé en 2018-2019, en raison d'un congé parental, et en 2021-2022, en raison de la présidence de la commission facultaire des doctorats en sciences juridiques) – entre 50 et 100 étudiants ;
- Méthodologie de la recherche et de la rédaction en droit social (12h), dans le master en droit (suppléé en 2018-2019, en raison d'un congé parental) – approximativement 50 étudiants.

Charges antérieures :

- De 2007 à 2014, titulaire d'un Séminaire de théorie du droit (30h) en deuxième et troisième années du baccalauréat à la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis, d'abord en tant qu'assistant (2007-2009), puis en tant que professeur invité (2010-2014).
- De 2006 à 2008, assistant pour le cours de Méthodologie juridique en première année du baccalauréat à la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis.

4.2. Encadrement de travaux de fin de deuxième et de troisième cycles

4.2.1. Mémoires de deuxième cycle

Encadrement chaque année de mémoires et de travaux de fin d'études dans le cadre du master en droit, du master de spécialisation en droit social, du master de spécialisation en droit européen et du master en sciences du travail.

4.2.2. Thèses de doctorat

Promotion de thèses défendues :

- co-promotion, avec Fabienne Kéfer, promotrice, de la thèse de Quentin Detienne

(Université de Liège) intitulée *Droit économique européen et systèmes de pension nationaux : quelles influences pour quels résultats ?*, défendue le 9 juillet 2019.

Participation à des comités d'accompagnement et des jurys de thèses défendues :

- membre du comité d'accompagnement et participation au jury de la thèse de Jean-Benoît Maisin (Université Saint-Louis) intitulée *La négociation collective de travail parmi les règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur. Essai de théorisation au départ de quatre cas d'étude*, défendue le 24 juin 2021, sous la promotion de Pierre-Olivier de Broux ;
- participation au jury de la thèse de Marc-Antoine Sabaté (Université libre de Bruxelles) intitulée *Le revenu de base : renversement ou renouveau du droit social ? Éléments pour une philosophie politique et sociale de l'inconditionnalité*, défendue le 23 octobre 2020, sous la promotion de Justine Lacroix ;
- participation au jury de la thèse de Katarina Pitasse Fragoso (Université catholique de Louvain) intitulée *A relational egalitarian account of poverty : towards a deliberative strategy*, défendue le 3 avril 2019, sous la promotion d'Hervé Pourtois ;
- membre du comité d'accompagnement et participation au jury de la thèse de Jean-François Neven (Université de Namur) intitulée *La référence à la vulnérabilité dans le droit de la protection sociale. Des sciences humaines et sociales au droit positif*, défendue le 14 décembre 2018, sous la promotion de Valérie Flohimont ;
- participation au jury de la thèse de Xixue Shang (Vrije Universiteit Brussel) intitulée *International Standards on Legal Protection of Prisoners' Labor and Social Security Rights*, défendue le 26 octobre 2017, sous la promotion de Guido Van Limberghen et Sonja Snacken ;
- président du comité d'accompagnement et participation au jury de la thèse d'Adélaïde Remiche (ULB) intitulée *La justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels en Belgique. Etude analytique et prospective à la lumière de la jurisprudence internationale*, défendue le 20 janvier 2017, sous la promotion d'Annemie Schaus et Olivier De Schutter ;
- participation au jury de la thèse d'Astrid Coates (Universiteit Antwerpen) intitulée *De maatschappelijke onderneming vanuit Europeesrechtelijke perespectief*, défendue le 27 juin 2016, sous la promotion d'Anne-Marie Van den Bossche ;
- participation au jury de la thèse d'Elise Dermine (Université catholique de Louvain)

intitulée *Le droit au travail et les politiques d'activation des personnes sans emploi. Une étude critique de l'action du droit international des droits humains dans la recomposition des politiques sociales nationales*, défendue le 8 décembre 2015, sous la promotion de Pascale Vielle ;

- membre du comité d'accompagnement et participation au jury de la thèse de Vanessa De Greef (ULB) intitulée *Droit au travail et troubles mentaux. Une analyse critique des exclusions et des inclusions par le droit en assurance chômage et en aide sociale*, défendue le 29 avril 2015, sous la promotion de Johanne Poirier.

Promotion de thèses en cours :

- depuis 2017, promoteur, avec Julie Ringelheim, co-promotrice, de la thèse de Lucien Rigaux (assistant) ;
- depuis 2019, co-promoteur, avec Elise Dermine, promotrice, de la thèse d'Amaury Mechelynck (boursier FRESH) ;
- depuis 2020, promoteur, avec Elise Dermine, co-promotrice, de la thèse d'Hélène Deroubaix (boursière mini-ARC « projet » puis boursière FRESH) ;
- depuis 2022, promoteur de la thèse de Juliette Gilman (assistante) ;
- depuis 2023, promoteur de la thèse de Flore Belenger (boursière mini-ARC *seed money*) ;
- depuis 2023, promoteur de la thèse de Ninon Ramlot (chercheuse dans le cadre du projet inter-universitaire « Changing work, changing incomes : designing a responsive social protection system for all » financé par BELSPO).

Encadrement de thèses en cours :

- depuis 2019, membre du comité d'accompagnement de la thèse de Maxime Fontaine (ULB, Solvay School of Economics and Management) ;
- depuis 2019, membre du comité d'accompagnement de la thèse de Louis Triaille (Université Saint-Louis) ;
- depuis 2021, membre du comité d'accompagnement de la thèse de Camille Lanssens (ULB) ;
- depuis 2022, membre du comité d'accompagnement de la thèse de Naomi Ghys (Universiteit Antwerpen) ;
- depuis 2022, membre du comité d'accompagnement de la thèse de Bastian Kenn (ULB,

Faculté de philosophie et sciences sociales) ;

- depuis 2022, membre du comité d'accompagnement de la thèse de Guillaume Delvaux (UCLouvain).

V. Publications

5.1. Livres

1. *Le revenu de base universel, avenir de la sécurité sociale ? Une introduction critique au débat*, préface de O. De Schutter et postface de P. Defeyt et D. Zamora Vargas, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, coll. « Droit et criminologie », 2021, 127 p.
2. *La responsabilisation des personnes sans emploi en question. Une étude critique de la contractualisation des prestations sociales en droit belge de l'assurance chômage et de l'aide sociale*, préface de M. van de Kerchove, Bruxelles, la Charte, coll. « Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale », 2012, 613 p.
3. avec P. CLAES, *Le nouveau statut des bénévoles. Commentaire de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires et réflexions sur le droit social et la gratuité*, préface de P.-P. Van Gehuchten, Bruxelles, Larcier, coll. « Les dossiers du Journal des tribunaux », 2006, 224 p. ; mise à jour au 1^{er} octobre 2006, 24 p., en ligne sur [http://editions.larcier.com/resource/extra/9782804422585/mise à jour 1er octobre 2006.pdf](http://editions.larcier.com/resource/extra/9782804422585/mise_à_jour_1er_octobre_2006.pdf).

5.2. Coordination ou direction d'ouvrages et de numéros spéciaux de revues

1. coord. *Questions transversales en matière de sécurité sociale 2*, Bruxelles, Larcier, coll. « UB³ », 2021, 605 p.
2. dir. avec A. LAMINE et J.-B. MAISIN, *Le droit de négociation collective des travailleurs indépendants. Cadres théoriques et études de cas*, Bruxelles, Larcier, coll. « Droit social », 2020, 351 p.
3. dir. avec E. DERMINE, double numéro spécial « Le droit social face à la crise du COVID-19 : panser le présent et penser l'après », *Journal des tribunaux du travail*, n° 1363-1364,

- 2020, p. 153-192 (1^{ère} partie) et n° 1365-1366, 2020, p. 193-228 (2^{ème} partie).
4. coord. avec E. DERMINE et E. SLAUTSKY du dossier « Marchés publics et dumping social », *Marchés et contrats publics/Overheidsopdrachten en -overeenkomsten*, vol. 8, n° 1, 2018, p. 3-92.
 5. coord. avec C. NAGELS et G. VAN LIMBERGHEN du dossier « Le nouveau paysage des inspections sociales », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 59, n° 2, 2017, p. 255-322.
Egalement en néerlandais : « De sociale inspectiediensten herschikt », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 59, n° 2, 2017, p. 259-326.
 6. dir. avec F. DORSEMONT du numéro spécial « Aux sources du droit social. En hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen. Als eerbetoon aan Micheline Jamouille », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2017, n° 1-2, p. 1-524.
Également publié sous forme d'ouvrage : dir. avec F. DORSEMONT, *Aux sources du droit social : en hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen : als eerbetoon aan Micheline Jamouille*, Bruxelles, la Charte, coll. « Séminaires de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale », 2017, 562 p.
 7. coord. *Questions transversales en matière de sécurité sociale*, Bruxelles, Larcier, coll. « UB³ », 2017, 224 p.
 8. dir. du numéro spécial « L'impact de la sixième réforme de l'Etat sur la sécurité sociale et le marché du travail : regards de juristes », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 57, n° 2, 2015, p. 173-464.
Egalement en néerlandais : « De impact van de zesde staatshervorming op de sociale zekerheid en de arbeidsmarkt : een kijk van juristen », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 57, n° 2, 2015, p. 171-476.
 9. dir. avec E. DERMINE, *Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, coll. « Work & Society », 2014, 280 p.
 10. coord. avec P.-P. VAN GEHUCHTEN, *Actualités en matière de bien-être au travail*, Bruxelles, Bruylant, coll. « UB³ », 2014, 294 p.
 11. dir. du dossier « Droits de l'homme et politiques d'activation des personnes sans emploi/Human Rights and Activation Policies for the Unemployed », *Journal européen des droits de l'homme/European Journal of Human Rights*, vol. 1, n° 5, 2013, p. 741-803.
 12. coord. avec W. VAN EECKHOUTTE et R. CARTON, *De communautarisering van de*

gezinsbijslagregeling/La communautarisation des allocations familiales, Bruxelles, la Charte, coll. « Séminaires de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale », 2013, 188 p.

5.3. Chapitres d'ouvrage collectif

1. avec E. DERMINE, « Conclusions. Envisioning a real utopia for social law : the right to ecosocially useful work as guiding principle », *Labour Law Utopias. Post-Growth and Post-Work Approaches* (dir. N. Bueno, B. ter Haar et N. Zekic), Oxford, Oxford University Press, 2023, à paraître.
2. « Le financement de la sécurité sociale des travailleurs indépendants : plus tu gagneras, moins tu paieras (et l'État allongera) », *Liber amicorum Ria Janvier* (dir. I. De Wilde et P. Humblet), Bruges, die Keure, 2023, à paraître.
3. « The idea of a universal basic income and the free movement of persons : a basic income for the benefit of which European citizens ? », *Liber amicorum Herwig Verschueren* (dir. A. Aranguiz, B. Bednarowicz, M. Quené et D. Vanheule), Bruges, die Keure, 2023, à paraître.
4. avec Q. DETIENNE et J. GILMAN, « La protection sociale complémentaire organisée par les secteurs d'activité : un repérage juridico-empirique », *Le droit social sectoriel, un monde méconnu* (coord. E. Dermine et J.-F. Neven), Bruxelles, Larcier, coll. « UB³ », 2023, p. 281-373.
5. avec N. GHYS et F. LOUCKX, « Belgium : the quest for equal employment and coherence in the social protection of persons with disabilities », *Federalism and the Rights of Persons with Disabilities. The Implementation of the CRPD in Federal Systems and its Implications* (dir. D. Ferri, F. Palermo et G. Martinico), Oxford, Hart Publishing, coll. « Hart Studies in Comparative Public Law », 2023, p. 125-145, sous presse.
6. « Article 34 : sécurité sociale et aide sociale », *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Commentaire article par article* (dir. F. Picod, C. Rizcallah et S. Van Drooghenbroek), 3^{ème} éd., Bruxelles, Bruylant, coll. « Droit de l'Union européenne », 2023, p. 911-951.
7. avec E. DERMINE, collaboration à E. SLAUTSKY, F. BOUHON et C. LANSSENS *et al.*, « Belgium : legal response to Covid-19 », *Oxford Compendium of National Legal Responses to Covid-19* (dir. J. King et O. Ferraz), Oxford, Oxford University Press, coll. « Oxford Constitutional

- Law », 2022, en ligne sur <https://oxcon.ouplaw.com/view/10.1093/law-occ19/e1.013.1/law-occ19-e1> (prise en charge de la section « Social and employment protection measures »).
8. avec J. GILMAN, « Instituer un revenu de base universel : quelle faisabilité juridique en Belgique ? Un premier repérage », *La disparition des statuts en droit social/Het verdwijnen van de statuten in het sociaal recht* (coord. P. Joassart), Bruxelles, Larcier, 2021, p. 73-123.
 9. avec C.-E. CLESSE, P. DE DECKER, J. DE WILDE, I. FICHER, S. GERARD et J.-F. NEVEN, « La sélectivité des prestations : les mécanismes de cumul des allocations avec d'autres ressources financières ou une activité », *Questions transversales en matière de sécurité sociale 2* (coord. D. Dumont), Bruxelles, Larcier, coll. « UB³ », 2021, p. 155-465.
 10. « Modulation familiale des montants, sélectivité des prestations et exigences de contrepartie : des difficultés et des débats persistants », *Questions transversales en matière de sécurité sociale 2* (coord. D. Dumont), Bruxelles, Larcier, coll. « UB³ », 2021, p. 7-32.
 11. avec E. DERMINE, « Le droit social et le productivisme. Droit de la croissance ou droit de l'autonomie ? Une cartographie du rapport de forces », *Le droit en transition. Les clés juridiques d'une prospérité sans croissance* (dir. A. Bailleux), Bruxelles, Presses de l'Université Saint-Louis, 2020, p. 207-244.
 12. « Les allocations fédérales aux personnes handicapées : 'dessine-moi une personne handicapée' », *Les grands arrêts en matière de handicap* (dir. I. Hachez et J. Vrielink), préface de F. Tulkens, Bruxelles, Larcier, coll. « Grands arrêts », 2020, p. 459-492.
 13. collaboration à S. BORELLI, « Parlons des droits syndicaux des travailleurs 'tout court'. Réflexions transversales à partir de la situation des travailleurs indépendants de plateformes », *Le droit de négociation collective des travailleurs indépendants. Cadres théoriques et études de cas* (dir. D. Dumont, A. Lamine et J.-B. Maisin), Bruxelles, Larcier, coll. « Droit social », 2020, p. 109-137.
 14. avec A. LAMINE et J.-B. MAISIN, « Le droit de négociation collective des travailleurs indépendants : une mise en carte de la problématique », *Le droit de négociation collective des travailleurs indépendants. Cadres théoriques et études de cas* (dir. D. Dumont, A. Lamine et J.-B. Maisin), Bruxelles, Larcier, coll. « Droit social », 2020, p. 9-30.
 15. « Article 34 : sécurité sociale et aide sociale », *Charte des droits fondamentaux de*

- l'Union européenne. Commentaire article par article* (dir. F. Picod, C. Rizcallah et S. Van Drooghenbroek), 2^{ème} éd., Bruxelles, Bruylant, coll. « Droit de l'Union européenne », 2020, p. 845-883.
16. avec E. DERMINE, « Le droit social et le productivisme. Marché, démarchandisation et transition écologique », *De taal is gans het recht. Liber amicorum Willy van Eeckhoutte* (coord. R. De Corte, M. De Vos, P. Humblet, F. Kéfer et E. Van Hoorde), Malines, Kluwer, 2018, p. 35-78.
 17. « Article 34 : sécurité sociale et aide sociale », *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Commentaire article par article* (dir. F. Picod et S. Van Drooghenbroek, avec la collaboration de C. Rizcallah), Bruxelles, Bruylant, coll. « Droit de l'Union européenne », 2017, p. 723-757.
 18. « Le 'droit à la sécurité sociale' consacré par l'article 23 de la Constitution : quelle signification et quelle justiciabilité ? », *Questions transversales en matière de sécurité sociale* (coord. D. Dumont), Bruxelles, Larcier, coll. « UB³ », 2017, p. 11-98.
 19. avec H. MORMONT, « Le droit à l'aide sociale des élèves et des étudiants », obs. sous Cass. (3^{ème} ch.), 22 septembre 2008, *Les grands arrêts du droit de l'enseignement* (dir. X. Delgrange, L. Detroux et M. El Berhoumi), Bruxelles, Larcier, coll. « Grands arrêts », 2016, p. 521-538.
 20. avec la collaboration de N. VAN LEUVEN, « Le droit bruxellois de l'emploi et de la formation professionnelle en mouvement : de la création de la Région à la veille de la sixième réforme de l'Etat », *Le droit bruxellois. Un bilan après 25 ans d'application (1989-2014)* (dir. P.-O. de Broux, B. Lombaert et D. Yernault), Bruxelles, Bruylant, 2015, p. 1257-1366.
 21. « Activation Policies for the Unemployed in the United States : Work First », *Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work* (dir. E. Dermine et D. Dumont), Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, coll. « Work & Society », 2014, p. 59-76.
 22. avec E. DERMINE, « Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work : Which Interactions ? », *Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work* (dir. E. Dermine et D. Dumont), Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, coll. « Work & Society », 2014, p. 11-20.
 23. avec P.-P. VAN GEHUCHTEN, « Sortir le droit du bien-être au travail de l'oubli »,

Actualités en matière de bien-être au travail (coord. D. Dumont et P.-P. Van Gehuchten), Bruxelles, Bruylant, coll. « UB³ », 2014, p. 7-17.

24. « Le dialogue social européen et ses instruments : du *soft* au *hard law*, et retour », *Les sources du droit revisitées* (dir. I. Hachez et al.), vol. 1, *Normes internationales et constitutionnelles*, Limal, Anthemis, 2013, p. 329-380.
25. avec E. DERMINE et J.-F. NEVEN, « L'activation des chômeurs, vecteur de flexibilisation ou de rigidification des sanctions ? », *La flexibilité des sanctions* (dir. D. Kaminski), Actes des XXI^e journées juridiques Jean Dabin, Bruxelles, Bruylant, coll. « Bibliothèque de la Faculté de droit et de criminologie de l'Université catholique de Louvain », 2012, p. 317-341.
26. « Du minimex au droit à l'intégration sociale : beaucoup de bruit pour rien ? », *Les droits sociaux fondamentaux dans la lutte contre la pauvreté* (dir. V. van der Plancke), Bruxelles, La Charte, coll. « Droit en mouvement », 2012, p. 129-158.
27. « Responsabilisation et droits sociaux : en deçà ou au-delà de l'Etat-providence ? », *Traduire nos responsabilités planétaires, recomposer nos paysages juridiques* (dir. C. Eberhard), Bruxelles, Bruylant, coll. « Bibliothèque de l'Académie européenne de théorie du droit », 2008, p. 147-175.

5.4. Articles dans des revues scientifiques

1. « La définition et l'évaluation de la 'capacité de gain' en matière d'allocations aux personnes handicapées : enquête sur une boîte noire », à paraître.
2. avec S. GERARD, J. GILMAN et A. MECHELYNCK, « Le droit social face au travail précaire. Enseignements d'une cartographie juridique du travail atypique », *Revue belge de sécurité sociale/Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, 64 p., soumis.
3. avec S. GERARD et J. GILMAN, « En couple (dans la vie) mais isolé (au CPAS) : la fin d'un oxymore ? », *Journal des tribunaux du travail*, n° 1459, 2023, p. 245-252.
4. « Vers une protection sociale bruxelloise ? Une proposition institutionnelle pour la septième réforme de l'État », *Administration publique*, 2022, n° 4, p. 448-497.
5. « Universal basic income as a source of inspiration for the future of social protection systems ? A counter-agenda », *European Journal of Social Security*, vol. 24, n° 4, 2022, p. 299-318.

6. avec E. DERMINE, « A renewed critical perspective on social law : disentangling its ambivalent relationship with productivism », *International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations*, vol. 38, n° 3, 2022, p. 237-268.
7. « Le revenu de base universel, source d'inspiration pour penser l'avenir des systèmes de protection sociale ? Un contre-agenda », *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale*, 2022, n° 1, p. 134-151.
8. avec G. VAN LIMBERGHEN, F. LOUCKX, S. MARCHAL et B. CANTILLON, « Un regard critique et propositionnel sur les assurances sociales des salariés et des indépendants. Analyse au départ de la recommandation de l'Union européenne relative à l'accès des travailleurs à la protection sociale », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 63, n° 1, 2021, p. 49-134.
Également en néerlandais : « Een kritische en propositionele kijk op de sociale verzekeringen van werknemers en zelfstandigen. Analyse op basis van de aanbeveling van de Europese Unie met betrekking tot de toegang van werknemers en zelfstandigen tot sociale bescherming », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 63, n° 1, 2021, p. 49-135.
9. « Le phénomène du non-recours aux prestations, un défi pour l'effectivité (et la légitimité) du droit de la sécurité sociale. Un état de l'art et un agenda pour la recherche juridique », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2020, n° 3, p. 377-420.
Également publié sous forme de chapitre d'ouvrage : « Le phénomène du non-recours aux prestations, un défi pour l'effectivité (et la légitimité) du droit de la sécurité sociale. Un état de l'art et un agenda pour la recherche juridique », *L'effectivité du droit social/De effectiviteit van het sociaal recht* (dir. F. Kéfer et P. Foubert), Bruxelles, la Charte, coll. « Séminaires de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale », 2021, p. 285-326.
10. « L'expérience belge du 'droit à l'intégration sociale' », *Droit social*, 2020, n° 10, dossier « Revenu universel d'activité » (coord. M. Badel), p. 816-820.
11. « Quelle couverture sociale pour les indépendants au 'chômage' ? Tirer les leçons de l'échec du droit passerelle », *Journal des tribunaux du travail*, n° 1363-1364, double numéro spécial « Le droit social face à la crise du COVID-19 : panser le présent et penser l'après » (dir. E. Dermine et D. Dumont), 2020, p. 168-179.
12. avec E. DERMINE, « Notre droit social à l'heure de la pandémie », *Journal des tribunaux du travail*, n° 1363-1364, double numéro spécial « Le droit social face à la crise du COVID-

- 19 : panser le présent et penser l'après » (dir. E. Dermine et D. Dumont), 2020, p. 153-156.
13. « La condition de passé de résidence introduite en matière d'allocations aux personnes handicapées : un recul inconstitutionnel, sur fond de processus législatif fort peu soigneux », *Journal des tribunaux du travail*, n° 1348, 2019, p. 409-412.
 14. « Le principe de standstill comme instrument de rationalisation du processus législatif en matière sociale. Un plaidoyer illustré », *Journal des tribunaux*, n° 6784, 2019, p. 601-611 (1^{ère} partie) et n° 6785, 2019, p. 621-628 (2^{ème} partie).
 15. « Repenser la sécurité sociale avec le revenu de base contre le revenu de base », *Politique. Revue belge d'analyse et de débat*, n° 107, 2019, p. 98-112.
 16. « Le revenu de base universel, avenir de la sécurité sociale ? Une vue sceptique », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2019, n° 1, « La quatrième révolution industrielle et le droit social/De vierde industriële revolutie en het sociaal recht » (dir. F. Hendrickx et V. Flohimont), p. 151-210.
 17. avec H. MORMONT, « Le point sur le droit à l'aide sociale des élèves et des étudiants », *Journal du droit des jeunes*, n° 369, dossier « Pauvreté infantile : quelles protections sociales pour les jeunes ? », 2017, p. 18-26.
 18. « Que reste-t-il du principe de légalité en droit de la sécurité sociale ? Sécurité sociale et démocratie parlementaire », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2017, n° 1-2, « Aux sources du droit social. En hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen. Als eerbetoon aan Micheline Jamouille » (dir. D. Dumont et F. Dorssemont), p. 113-146.
- Également publié sous forme de chapitre d'ouvrage : « Que reste-t-il du principe de légalité en droit de la sécurité sociale ? Sécurité sociale et démocratie parlementaire », *Aux sources du droit social : en hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen : als eerbetoon aan Micheline Jamouille* (dir. F. Dorssemont et D. Dumont), Bruxelles, la Charte, coll. « Séminaires de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale », 2017, p. 117-153.
19. « Les titres-services : développement des emplois de proximité ou redistribution à rebours ? Un état des lieux à l'heure de la régionalisation », *Journal des tribunaux du travail*, n° 1244, 2016, p. 145-150.

20. « L'emploi et la formation professionnelle après la sixième réforme de l'État : quelles perspectives (en particulier à Bruxelles) ? », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 57, n° 2, « L'impact de la sixième réforme de l'État sur la sécurité sociale et le marché du travail : regards de juristes » (dir. D. Dumont), 2015, p. 307-409.

Egalement en néerlandais : « Tewerkstelling en beroepsopleiding na de zesde staatshervorming : welke vooruitzichten (in het bijzonder voor Brussel) ? », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 57, n° 2, « De impact van de zesde staatshervorming op de sociale zekerheid en de arbeidsmarkt : een kijk van juristen » (ed. D. Dumont), 2015, p. 313-420.

21. « La sécurité sociale et la sixième réforme de l'État : rétroactes et mise en perspective générale », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 57, n° 2, « L'impact de la sixième réforme de l'État sur la sécurité sociale et le marché du travail : regards de juristes » (dir. D. Dumont), 2015, p. 175-226.

Egalement en néerlandais : « De sociale zekerheid en de zesde staatshervorming : voorgeschiedenis en algemene beschouwing », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 57, n° 2, « De impact van de zesde staatshervorming op de sociale zekerheid en de arbeidsmarkt : een kijk van juristen » (ed. D. Dumont), 2015, p. 175-228.

22. « Arrêt *Dano* : fin du 'tourisme social', ou de la citoyenneté européenne ? », *Journal de droit européen*, n° 219, 2015, p. 196-199.

23. « Que peuvent les droits de l'homme face aux politiques de retour à l'emploi autoritaires ? » *Journal européen des droits de l'homme/European Journal of Human Rights*, vol. 1, n° 5, introduction au dossier « Droits de l'homme et politiques d'activation des personnes sans emploi/Human Rights and Activation Policies for the Unemployed », 2013, p. 741-745.

24. « Dégressivité accrue des allocations de chômage versus principe de standstill », *Journal des tribunaux*, n° 6541, 2013, p. 769-776.

25. « Un regard européen sur l'État-providence américain », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 55, n° 3, 2013, p. 403-448.

Egalement en néerlandais : « Een Europese blik op de Amerikaanse welvaartsstaat », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 55, n° 3, 2013, p. 407-454.

26. « A European View on the American Welfare State », *European Journal of Social Law*, vol. 3, n° 1, 2013, p. 4-36.

27. « Le système de soins de santé américain et sa réforme sous Obama », *Informations sociales*, n° 177, « Le volontarisme aux Etats-Unis : un lien social à l'épreuve » (coord. N. Duvoux), 2013, p. 40-49.
28. « Activation rime-t-elle nécessairement avec stigmatisation ? Une mise en perspective critique du procès de l'Etat social actif », *Droit et société*, n° 78, 2011, p. 447-471.
29. « De Tocqueville à Lucky Bunny : la (dé)responsabilisation des personnes sans emploi en question », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n° 65, 2010, p. 229-246 ; repris dans *Chroniques de droit social/Sociaalrechtelijke Kronieken*, 2011, n° 3, p. 101-106.
30. « Pour ou contre l'activation des chômeurs ? Une analyse critique du débat », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2010, n° 3, p. 355-385.
31. « Les traductions de l'activation'. La douce européanisation des systèmes nationaux de protection sociale », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n° 63, 2009, p. 1-94.
32. « Vers un Etat social 'actif' ? », *Journal des tribunaux*, n° 6300, 2008, p. 133-139.
33. « L'applicabilité de la réglementation du travail aux bénévoles. Quand le législateur tourne en rond... », *Les dossiers d'ASBL actualités*, n° 3, « La nouvelle législation relative aux volontaires » (coord. M. Davagle), 2007, p. 201-215.
34. « Le bénévolat : contrat de travail, contrat civil ou non-droit ? Enquête sur la qualification juridique de l'engagement à titre gratuit », *Les dossiers d'ASBL actualités*, n° 3, « La nouvelle législation relative aux volontaires » (coord. M. Davagle), 2007, p. 75-105.
35. avec P. CLAES, « Le nouveau statut des volontaires », *Courrier hebdomadaire, CRISP*, n° 1894, 2005, 39 p.

5.5. Comptes rendus, recensions, études critiques

1. « P. Palsterman, *Les allocations familiales bruxelloises* », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2021, n° 3, p. 594-600.
2. « Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale (coord.), *Pauvreté et ineffectivité des droits. Non-recours aux droits/Armoede en ineffectiviteit van rechten. Non take-up van rechten* », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2018, n° 3, p. 520-523.

3. « J. Van Langendonck, *Handboek socialezekerheidsrecht* (9^{ème} éd.) », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2017, n° 3, p. 681-685.
4. « Essentialiser la sécurité sociale pour la défendre ? A propos de C. Bec, *La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie* », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n° 78, 2017, p. 219-232.
5. « De l'égalité des ressources à la 'troisième voie'. A propos de R. Dworkin, *La vertu souveraine* », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, n° 61, 2008, p. 135-144.
6. « F. Cantelli et J.-L. Genard (coord.), *Action publique et subjectivité. Regard sur les intentions de l'ouvrage* », *Droit et société*, n° 67, 2007, p. 774-778.
7. « La sécurité sociale a soixante ans. Rétrospectives et perspectives lors des XIX^e journées juridiques Jean Dabin (15-17 décembre 2005) », *Journal des tribunaux*, n° 6220, 2006, p. 250-251.

5.6. Avant-propos et préfaces

1. « Hommage à Laurent Vogel », préface à *Quel droit de la santé au travail après la pandémie de covid-19 ?* (dir. V. De Greef et J.-F. Neven), Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, coll. « Droit et criminologie », 2023, à paraître.
2. avec F. KEFER, « Préface » à Q. DETIENNE, *Droit économique européen et systèmes de pension de retraite nationaux. Quelles influences pour quels résultats ?*, Liège, Presses universitaires de Liège, coll. « Normes », 2023, p. 7-10.
3. « Quand l'histoire éclaire le présent : un demi-siècle de juridictions du travail compétentes pour le contentieux de la sécurité sociale », préface à J. VAN DE WOESTIJNE, *Les juridictions du travail et le contentieux de la sécurité sociale. Une analyse historico-juridique*, Limal, Anthemis, coll. « Perspectives de droit social », 2022, p. 15-22.
4. avec E. DERMINE, « Avant-propos : hommage à Viviane Vannes », *La loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires. Cinquante ans d'application* (coord. E. Dermine et V. Vannes), Bruxelles, Larcier, coll. « UB³ », 2018, p. 7-8.
5. avec E. DERMINE et E. SLAUTSKY, « Avant-propos », *Marchés et contrats publics/Overheidsopdrachten en -overeenkomsten*, vol. 8, n° 1, « Marchés publics et dumping social », 2018, p. 5-6.

- Également en néerlandais : « Voorwoord », *Marchés et contrats publics/Overheidsopdrachten en -overeenkomsten*, vol. 8, n° 1, « Marchés publics et dumping social », 2018, p. 7-8.
6. avec C. NAGELS et G. VAN LIMBERGHEN, « Avant-propos », *Revue belge de sécurité sociale*, vol. 59, n° 2, « Le nouveau paysage des inspections sociales », 2017, p. 257-259.
- Également en néerlandais : « Woord vooraf », *Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*, vol. 59, n° 2, « De sociale inspectiediensten herschikt », 2017, p. 261-263.
7. avec F. DORSEMONT, « Avant-propos/Woord vooraf », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2017, n° 1-2, « Aux sources du droit social. En hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen. Als eerbetoon aan Micheline Jamouille » (dir. D. Dumont et F. Dorssemont), p. 5-6.
- Également publié dans l'ouvrage : « Avant-propos/Woord vooraf », *Aux sources du droit social : en hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen : als eerbetoon aan Micheline Jamouille* (dir. F. Dorssemont et D. Dumont), Bruxelles, la Charte, coll. « Séminaires de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale », 2017, p. v-viii.
8. « Avant-propos : le droit de la sécurité sociale en quête de cohérence, la doctrine sociale au défi de la transversalité », *Questions transversales en matière de sécurité sociale* (coord. D. Dumont), Bruxelles, Larcier, coll. « UB³ », 2017, p. 7-10.
9. « Avant-propos : prix Vives », *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*, 2014, n° 4, p. 379-381.

VI. Activités scientifiques

6.1. Conventions de recherche académiques

- Promoteur d'un projet mini-ARC financé par l'ULB, intitulé « Les enjeux juridiques du non-recours aux droits sociaux » (2020-2024).
- Co-promoteur, avec les professeurs Sarah Marchal (Universiteit Antwerpen), coordinatrice, Ive Marx (Universiteit Antwerpen) et Wim Van Lancker (KU Leuven), d'un projet interuniversitaire financé par BELSPO (appel BRAIN-be 2.0), intitulé « Changing

work, changing incomes : designing a responsive social protection system for all » (2023-2027).

6.2. Participations à des colloques, congrès, journées d'étude et séminaires

- avec F. TULKENS, « Introduction aux droits économiques et sociaux : juridicité, universalité, (in)conditionnalité et effectivité », exposé dans le cadre de la XI^{ème} rencontre internationale du RETIS (Réseau européen transrégional pour l'inclusion sociale) à Cecina Mare, en Italie, le 18 juillet 2005.
- « Le bénévolat face au droit du travail », exposé lors de l'après-midi d'étude sur « La nouvelle législation relative aux volontaires » organisée par Syneco à la Fondation universitaire, à Bruxelles, le 27 février 2007.
- « Responsabilisation et droits sociaux : en deçà ou au-delà de l'Etat-providence ? », exposé lors du colloque international « Droit, gouvernance et développement durable. Les nouveaux chemins de la responsabilité » organisé à l'Université Saint-Louis les 25, 26 et 27 octobre 2007.
- « Vers un Etat social 'actif' ? », exposé au séminaire « Mobilités » du Centre d'études sociologiques de l'Université Saint-Louis le 9 mai 2008.
- « Activation, contrat et dignité », exposé à l'atelier « Sécurité sociale et dignité » lors du colloque « Droit & dignité » organisé à Liège par l'Ordre des avocats du barreau de Liège les 6 et 7 novembre 2008.
- « Les traductions de l'activation'. La douce européanisation des systèmes nationaux de protection sociale », exposé au Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques (SIEJ) de l'Université Saint-Louis dans le cadre d'un cycle de réflexion portant sur le thème « La construction des droits européens : pouvoirs, traductions et transpositions », le 24 novembre 2008.
- « L'Union européenne et la sécurité sociale : peut-on parler d'une européanisation des systèmes nationaux de protection sociale ? », exposé à l'Institut d'études européennes de l'Université Saint-Louis dans le cadre d'un séminaire ARC consacré à « L'européanisation du droit, de l'action publique et des normes sociales », le 18 février 2009.
- « Responsabiliser sans culpabiliser ? », exposé lors du colloque « L'humanisme démocratique : d'une philosophie politique à un projet politique » organisé par le Centre

d'études politiques, économiques et sociales à la Bibliothèque royale de Belgique, à Bruxelles, le 2 mars 2009.

- « Pour ou contre l'activation des chômeurs ? », exposé à la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale de l'Université catholique de Louvain le 2 mars 2010.
- « Un regard de juriste sur la procédure d'activation du comportement de recherche d'emploi », exposé à la journée d'étude sur « L'activation du comportement de recherche d'emploi favorise-t-elle un retour plus rapide à l'emploi ? » organisée par la Politique scientifique fédérale et l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) de l'Université catholique de Louvain au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, à Bruxelles, le 24 février 2011.
- « La contractualisation de l'aide sociale : une évolution bénéfique ? », exposé au cercle Wresinski de l'association ATD-Quart Monde le 11 mai 2011.
- « Le plan d'activation des chômeurs : une politique publique controversée », midi du Centre de droit public de l'ULB le 13 mai 2011.
- « Les accords-cadres issus du dialogue social européen », intervention au séminaire « Les sources du droit revisitées » organisé par le Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques de l'Université Saint-Louis le 28 juin 2011.
- « A European View on American Antipoverty Policies », présentation à la UCLA School of Law, à Los Angeles, le 25 avril 2012.
Discutant : Yeheskel Hasenfeld.
- « Un regard européen sur les politiques américaines de protection sociale et de lutte contre la pauvreté », midi du Centre interdisciplinaire de recherche en droit constitutionnel et administratif (CIRC) de l'Université Saint-Louis le 9 novembre 2012.
- « Abandonner ou renforcer la conditionnalité des prestations sociales ? Allocation universelle vs orthodoxie économique », exposé au Centre de recherche interdisciplinaire droit, entreprise et société (CRIDES) de l'Université catholique de Louvain le 7 décembre 2012.
- « Un droit au travail ? », introduction et animation de l'atelier sur « Le droit au travail » lors du colloque « Mieux vivre ensemble : 10 ans de droit à l'intégration sociale, 10 ans du SPP Intégration sociale » organisé par le SPP Intégration sociale au centre Pachéco, à Bruxelles, le 13 décembre 2012.
- « Activation Policies for the Unemployed in the United States : Work First », exposé lors

du colloque international « Activation Policies for the Unemployed, Right to Work and Freedom of Work » co-organisé par le Centre interdisciplinaire de recherche travail, économie et société (CIRTES) de l'Université catholique de Louvain et le Centre de droit public de l'ULB au European Trade Union Institute, à Bruxelles, le 15 mars 2013.

- « Les Etats-Unis ont-ils (encore) un Etat-providence ? », midi du Centre de droit public de l'ULB le 14 mai 2013.

Répondant : Katya Long.

- avec N. VAN LEUVEN, « Le droit bruxellois de l'emploi et de la formation professionnelle », exposé lors du colloque « 25 ans de droit bruxellois (1989-2014) : un premier bilan » co-organisé par le Centre de droit public de l'ULB et le Centre interdisciplinaire de recherche en droit constitutionnel et administratif (CIRC) de l'Université Saint-Louis, au Parlement de la Région Bruxelles-Capitale, le 23 avril 2014.
- « Le renforcement de la dégressivité des allocations de chômage est-il conforme à l'article 23 de la Constitution ? », exposé lors de la journée d'études « Protection sociale et pauvreté : pour quelles raisons les personnes pauvres sont-elles sous-protégées ? » organisée par le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, à Bruxelles, le 29 avril 2014.
- « Le renforcement de la dégressivité des allocations de chômage est-il conforme à l'article 23 de la Constitution ? », exposé lors de la journée de formation des services juridiques des fédérations régionales de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), à Bouge, le 14 mai 2014.
- « Les politiques de lutte contre la pauvreté aux Etats-Unis : hors du travail, point de salut ? », exposé au Centre de théorie politique de l'ULB le 20 mai 2014. Répondant : Quentin Landenne.
- « La dégressivité accrue des allocations de chômage : contraire à la Constitution ? », exposé à la FGTB Bruxelles le 5 septembre 2014.
- « La dégressivité accrue des allocations de chômage : contraire à la Constitution ? », midi de la Fédération bruxelloise des organismes d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale d'insertion (FeBISP), le 8 septembre 2014.
- « Le renforcement de la dégressivité des allocations de chômage », exposé lors de la journée de réflexion « Les droits sociaux ont-ils un avenir ? » organisée par la Ligue des droits de l'homme, à Bruxelles, le 10 octobre 2014.

- « La dégressivité accrue des allocations de chômage : contraire à la Constitution ? », exposé lors des états généraux de l'insertion organisés par la Fédération des CPAS de Wallonie, au centre culturel La Marlagne, à Wépion, le 14 octobre 2014.
- « La dégressivité accrue des allocations de chômage : contraire à la Constitution ? », exposé à la mission locale de Molenbeek-saint-Jean le 13 novembre 2014.
- avec P. JOASSART, « La sixième réforme de l'Etat et l'assurance chômage », exposé lors de l'après-midi d'études « La sécurité sociale dans l'Etat fédéral : incidences de la sixième réforme de l'Etat et perspectives » organisée par le Centre de recherche sur l'Etat et la Constitution (CRECO) de l'Université catholique de Louvain le 13 mars 2015.
- « Activation Policies for the Unemployed, the Right to Work and the Duty to Work : Which Interactions ? », présentation lors de la seconde conférence bisannuelle du Labour Law Research Network (LLRN) organisée par le Hugo Sinzheimer Instituut de l'Université d'Amsterdam, à Amsterdam, le 26 juin 2015.

Discutante : Virginia Mantouvalou.

- « Contractualiser l'aide octroyée aux personnes sans-abri ? Réflexions à partir de l'expérience du droit de l'aide sociale », exposé lors de la journée « Le travail de jour avec les personnes sans-abri, de l'urgence à l'insertion durable » organisée par l'ASBL Comme chez nous, à Charleroi, le 26 novembre 2015.
- « Que reste-t-il du principe de légalité en droit de la sécurité sociale ? », exposé lors du séminaire « Aux sources du droit social/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen » organisé par l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS) au Conseil national du travail, à Bruxelles, le 10 mai 2016.

Discutant : Jonathan de Wilde

- « Réformes récentes de la protection sociale en Belgique : vers un accroissement des inégalités ? », exposé au Centre Maurice Halbwachs de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), à Paris, le 17 mai 2016.
- Réplique à l'exposé de Jürgen Vanpraet sur la « Arbeidsmarktbeleid » lors de la matinée d'études « De bevoegdheden van de gewesten : hoe wegwijs geraken in de bevoegheidsverdeling in het federale België ? » organisée par Studipolis au Sénat, à Bruxelles, le 10 juin 2016.
- « Que reste-t-il du principe de légalité en droit de la sécurité sociale ? », midi du Centre interdisciplinaire de recherche en droit constitutionnel et administratif (CIRC) de

l'Université Saint-Louis le 17 juin 2016.

- « Que reste-t-il du principe de légalité en droit de la sécurité sociale ? », exposé lors de la biennale du droit social 2016 sur le thème « Aux sources du droit social. En hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen. Als eerbetoon aan Micheline Jamouille » organisée par l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS) au Palais des Académies, à Bruxelles, le 21 octobre 2016.
- Réplique à l'exposé de Philippe Defeyt sur « Précarité et décroissance » au séminaire « Le droit en transition. La science juridique dans une société de l'après-croissance » organisé par le Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques de l'Université Saint-Louis le 8 décembre 2016.
- Réplique à l'exposé de Jeroen Van Nieuwenhove sur la « Gezondheidsbeleid » lors de la matinée d'études « De bevoegdheden van de gemeenschappen: hoe wegwijs geraken in de bevoegheidsverdeling in het federale België ? » organisée par Studipolis au Sénat, à Bruxelles, le 24 mars 2017.
- « Le 'droit à la sécurité sociale' consacré par l'article 23 de la Constitution : quelle signification et quelle justiciabilité ? », exposé lors du recyclage UB³ sur le thème « Questions transversales en matière de sécurité sociale » co-organisé par l'ULB, l'Université Saint-Louis et le barreau de Bruxelles, le 24 avril 2017.
- Discutant de l'exposé de Marc-Antoine Sabaté sur « L'allocation universelle au-delà de l'Etat social actif : pour une nouvelle approche de l'inconditionnalité et de la réciprocité » au Centre de théorie politique de l'ULB le 6 juin 2017.
- Président de la séance « Recours contre des mesures nationales d'austérité 'volontaire' visant à rencontrer les normes budgétaires européennes » lors du colloque international sur « L'austérité en procès. Mobilisations judiciaires et politiques d'austérité en Europe » organisé à l'ULB les 21 et 22 septembre 2017.
- avec C. MAHIEU et E. SLAUTSKY, « Soins de santé : vers une assurance autonomie pour Bruxelles », exposé au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale le 19 octobre 2017.
- Président de la séance « Mobiliser le droit pour orienter les pratiques » lors de la journée d'études sur « Le droit de négociation collective des travailleurs indépendants » co-organisée par le Centre interdisciplinaire de recherche en droit constitutionnel et administratif (CIRC) de l'Université Saint-Louis, le Centre de recherche interdisciplinaire

droit, entreprise et société (CRIDES) de l'Université catholique de Louvain et le Centre de droit public de l'ULB au Conseil économique et social européen le 28 mars 2018.

- avec Y. VANDERBORGHT, introduction de la séance « Protection sociale, politique de l'emploi et inégalités » (intervenants principaux : B. Vanhercke et S. Jacquot) dans le cadre du cycle de séminaires « Lutte contre les inégalités : quel rôle pour l'Union européenne ? », à l'Université Saint-Louis, le 25 avril 2018.
- « The respect of social security rights with regards to the 2008 financial crisis », exposé dans le cadre du *transnational training workshop* organisé par le Centre de droit européen de l'ULB sur le thème « Social rights in the Charter of Fundamental Rights » (projet e-NACT) à l'Institut d'études européennes de l'ULB, le 5 octobre 2018.
- « Le revenu de base universel, avenir de la sécurité sociale ? », exposé lors de la biennale du droit social 2018 sur le thème « La quatrième révolution industrielle et le droit social/De vierde industriële revolutie en het sociaal recht » organisée par l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS) à l'International Trade Union House, à Bruxelles, le 19 octobre 2018.
- « L'assurance soins de santé et les barrières conduisant au non-accès aux droits », exposé lors de la soirée-débat sur le thème « Le non-accès aux droits en matière de soins de santé » organisée par le certificat universitaire en santé et précarité de l'ULB à la galerie Ravenstein, à Bruxelles, le 24 octobre 2018.
- avec E. DERMINE, « Le droit social et le productivisme : marché, démarchandisation et transition écologique », exposé au Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques (SIEJ) de l'Université Saint-Louis, dans le cadre d'un cycle de séminaires portant sur le thème « Le droit en transition : la science juridique dans une société de l'après-croissance », le 8 novembre 2018.
- « La sécurité sociale des travailleurs indépendants : état des lieux et perspectives d'avenir », exposé lors de la journée d'études « La sécurité sociale et un marché du travail en mutation/De sociale zekerheid in een arbeidsmarkt in beweging » organisée par le SPF Sécurité sociale au centre Pachéco, à Bruxelles, le 12 décembre 2018.
- avec E. DERMINE, « Le droit social et le productivisme : marché, démarchandisation et transition écologique », exposé au colloque international sur « Le droit en transition. Les clés juridique d'une prospérité sans croissance » organisé par le Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques (SIEJ), à l'Université Saint-Louis, le 20 décembre

2018.

- « Les CPAS face au défi du non-recours aux droits sociaux : interroger la législation et les pratiques dans la perspective d'une action sociale 'juste' », exposé lors du congrès annuel 2019 de la Fédération wallonne des directeurs généraux de CPAS, consacré au thème « Le centre public d'action sociale à la recherche de la dignité et du juste », à La Hulpe, le 25 avril 2019.
- avec E. DERMINE, « Social law and productivism : disentangling an ambivalent relationship », présentation lors de la 17^{ème} conférence annuelle du European Network for Social Policy Analysis (ESPAnet) organisée par le Swedish Institute for Social Research de l'Université de Stockholm, à Stockholm, le 5 septembre 2019.
- « Le principe de standstill : un instrument de rationalisation du processus législatif en matière sociale », leçon dans le cadre du cours « Fundamenten van sociaal recht » du professeur Herwig Verschueren à l'Universiteit Antwerpen, le 18 octobre 2019.
- « Les allocations fédérales aux personnes handicapées », exposé lors d'un séminaire organisé à l'Université Saint-Louis par Isabelle Hachez et Jogchum Vrielink autour des « grands arrêts » en matière de handicap, le 15 novembre 2019.
- avec S. REMOUCHAMPS, « De la gestion paritaire à la gestion tripartite puis comptable de la sécurité sociale ? Regard diachronique sur une institution de la démocratie sociale », exposé lors du colloque organisé par le Centre de droit public de l'ULB à l'occasion de son quarantième anniversaire sur le thème « Quarante ans de démocratie(s) », le 22 novembre 2019.
- « Le revenu de base universel, avenir de la protection sociale à l'heure de l'économie des plateformes ? », exposé lors des journées d'études européennes organisées par le Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale (COMPTRASEC) de l'Université de Bordeaux, consacrées au thème « Économie des plateformes : travail, emploi et organisations », à Bordeaux, les 27 et 28 janvier 2020.
- « Le phénomène du non-recours aux prestations, un défi pour l'effectivité (et la légitimité) du droit de la sécurité sociale », exposé lors de la biennale du droit social 2020 sur le thème « L'effectivité du droit social/De effectiviteit van het sociaal recht » organisée par l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS), en webinaire, le 16 octobre 2020.
- avec E. DERMINE, introduction et présidence de la table ronde avec les acteurs du secteur

autour du thème « Les pratiques divergentes des CPAS à l'égard des étudiants : entre légalité et illégalité » organisée par la Street Law Clinic en droit social de l'ULB, en webinaire, le 11 décembre 2020.

- « L'assurance soins de santé et les barrières conduisant au non-accès aux droits », leçon dans le cadre du certificat universitaire en santé et précarité co-organisé par l'ULB et Médecins du monde, en webinaire, le 25 février 2021.
- « Modulation familiale des montants, sélectivité des prestations et exigences de contrepartie : trois nœuds à affronter en priorité », exposé lors de la concertation sur le thème « Solidarité et pauvreté » organisée par le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, en webinaire, le 20 avril 2021.
- avec P. DE DECKER, J. DE WILDE, I. FICHER, S. GERARD et J.-F. NEVEN, « La sélectivité des prestations : les mécanismes de cumul des allocations avec d'autres ressources financières ou une activité », exposé lors du recyclage UB³ sur le thème « Questions transversales en matière de sécurité sociale 2 » co-organisé par l'ULB, l'Université Saint-Louis et le barreau de Bruxelles, en webinaire, 26 avril 2021.
- « In-work poverty and self-employed workers », intervention dans le cadre du workshop sur le thème « In-work poverty in Belgium » (projet *Working, yet poor*) organisé par l'Institut voor Sociaal Recht et l'Institut voor Arbeidsrecht de la KU Leuven, en webinaire, le 14 juin 2021.
- avec E. DERMINE, « Social law and productivism : disentangling an ambivalent relationship », exposé lors de la cinquième conférence bisannuelle du Labour Law Research Network (LLRN) co-organisée par l'Université de Varsovie et l'Université de Lodz, en webinaire, le 29 juin 2021.
- « Le revenu de base universel, avenir de la sécurité sociale ? », exposé lors de la journée d'études organisée par Enéo, le mouvement social des aînés des Mutualités chrétiennes, suivi d'un débat avec Georges-Louis Bouchez, sur le thème « Le revenu de base : miracle ou mirage ? », à Namur, le 28 septembre 2021.
- « Hommage à Laurent Vogel », introduction au colloque organisé par le Centre de droit public et social de l'ULB sur le thème « Quel droit de la santé au travail après la pandémie de la covid-19 ? », le 15 octobre 2021.
- « Vers une protection sociale bruxelloise ? », audition au titre d'expert au Sénat par la commission parlementaire mixte de la Chambre et du Sénat chargée de l'évaluation des

réformes de l'État (Comeval), sur les soins de santé, le 29 octobre 2021.

- « Conclusion », clôture de la journée d'études organisée par le Centre de théorie politique et le Centre d'étude de la vie politique de l'ULB sur le thème « De Milton Friedman à Thomas Piketty : histoire et actualité de l'impôt négatif », le 26 novembre 2021.
- « Les soins de santé et la septième réforme de l'État », exposé au comité stratégique de Solidaris, en webinaire, le 22 décembre 2021.
- avec N. Frogneux et J. Hindriks, participant à la table-ronde autour du livre de Grégory Ponthière « Retraites et justice sociale. La logique de la retraite inversée » organisée par la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale de l'Université catholique de Louvain, le 22 février 2022.
- « Le revenu de base universel, avenir de la sécurité sociale ? », exposé à l'Action commune socialiste (PS, FGTB, Solidaris, P&V assurances), à Bruxelles, le 14 mars 2022.

Discutant : Philippe Defeyt

- « Vers une protection sociale bruxelloise ? », exposé au groupe de travail « Réformes institutionnelles » de Brupartners, le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, le 6 mai 2022
- avec S. GERARD, « Le mode de financement des CPAS, mère des difficultés ? », exposé lors de l'après-midi d'études organisée par la Street Law Clinic en droit social de l'ULB sur le thème « Lutter contre la précarité étudiante : outils pratiques et réflexions prospectives », le 23 juin 2022.
- « Vers une protection sociale bruxelloise ? », exposé lors du colloque organisé par le Département d'économie appliquée de l'ULB (DULBEA) sur le thème « Quelle place pour Bruxelles dans une septième réforme de l'État ? », le 27 juin 2022.

Discutant : Cedric Jenart

- « Le revenu de base universel, avenir de la sécurité sociale ? », exposé aux Rencontres écologiques d'été (festival VertPop) organisées par Etopia, à Namur, le 25 août 2022, en ouverture d'une table ronde organisée autour de mon livre éponyme

Discutantes : Laurence Blésin (Centre d'études Jacky Moraël d'Ecolo), Christine Mahy (Réseau wallon de lutte contre la pauvreté) et Céline Nieuwenhuys (Fédération des services sociaux)

- « Les mécanismes de cumul en sécurité sociale : quelle cohérence et quel avenir ? », exposé au SPF Sécurité sociale, dans le cadre d'un séminaire technique à destination des

cabinets ministériels et des institutions publiques de sécurité sociale, le 15 septembre 2022.

Discutants : Ive Marx et Freek Louckx

- Introduction et conclusion du colloque organisé par l'Observatoire de l'action sociale locale sur le thème « Le revenu de base universel, mythe ou réalité ? Peut-il remplacer le revenu d'intégration ? » au CPAS d'Ecaussinnes, le 25 octobre 2022, avec Georges-Louis Bouchez, Philippe Defeyt et François De Smet.
- « Vers une protection sociale bruxelloise ? Une proposition institutionnelle pour la septième réforme de l'État », exposé à Iriscare, l'Office bicommunautaire de la santé, de l'aide aux personnes et des prestations familiales, dans le cadre d'un séminaire résidentiel de la direction générale et de l'équipe de management à Genval, le 14 février 2023.
- « Quelle modulation familiale des montants en sécurité sociale ? », audition en qualité d'expert à la commission des Affaires sociales de la Chambre des représentants, sur l'individualisation des droits sociaux, le 25 avril 2023.
- avec S. GERARD, « Cadastre de l'offre de services pour les personnes en situation de handicap à Bruxelles : une cartographie juridique », audition en qualité d'experts à la commission de la Santé et de l'aide aux personnes du Parlement bruxellois, le 5 juin 2023.
- « Le régime juridique de l'emploi des langues à Bruxelles dans le secteur social régional : aujourd'hui et demain », exposé au Conseil bruxellois pour le multilinguisme, au cabinet du ministre bruxellois en charge de la promotion du multilinguisme Sven Gatz, le 7 juin 2023.
- « La protection sociale bruxelloise : Région ou communautés ? », exposé à la fédération bruxelloise du Parti socialiste, le 10 juin 2023.

6.3. Appartenance à des sociétés savantes

- Administrateur, et co-président de 2014 à 2016, de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS)/Belgisch Genootschap voor Arbeids- en Socialezekerheidsrecht (BEGASOZ)
- Membre associé de la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale de l'Université catholique de Louvain
- Membre associé du Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques (SIEJ) de l'Université

6.4. Mandats exercés auprès de maisons d'édition et de revues

- Membre du conseil de rédaction de la *Revue belge de sécurité sociale/Belgisch Tijdschrift voor Sociale Zekerheid*
- Membre du comité de rédaction de la *Revue de droit social/Tijdschrift voor Sociaal Recht*
- Membre du comité de rédaction de la *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*
- Membre du comité de rédaction de *e-Legal. Revue de droit et de criminologie de l'Université libre de Bruxelles* (responsable de la rubrique « Thèses »)
- Membre du comité de lecture de la collection « Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale » des éditions la Charte/die Keure

- De 2010 à 2022, membre du comité éditorial de *Droit et société*

6.5. Missions d'expertise et rapports de recherche appliquée

1. Mission d'étude, avec les médecins Philippe Mairiaux (professeur émérite de médecine du travail à l'École de santé publique de l'Université de Liège) et Jean-Pierre Schenkelaars (consultant et maître de conférences en médecine d'assurance sociale à la Faculté de santé publique de l'Université catholique de Louvain), sur l'évaluation de la perte de capacité de gain en matière d'allocations aux personnes handicapées, pour le compte du SPF Sécurité sociale et de la ministre fédérale des Personnes handicapées, entre juin et novembre 2022 puis entre juin et novembre 2023.

Pré-rapport : avec P. MAIRIAUX et J.-P. SCHENKELAARS, *La définition et l'évaluation de la capacité de gain en matière d'allocation de remplacement de revenus, phase 1, Analyse de la situation existante*, Bruxelles, Centre de droit public et social, 2023, 78 p.

2. Coordinateur et co-auteur, avec Sophie Gérard (chercheuse principale), du volet juridique de la recherche coordonnée par le Brussels Studies Institute, avec le Département d'économie appliquée de l'ULB (DULBEA), ayant pour objet la réalisation d'un cadastre de l'offre de services en matière de handicap à Bruxelles, dans le cadre d'un marché public de services pour le compte conjoint de la Commission communautaire commune et de la

Commission communautaire française, entre septembre 2021 et février 2022.

Rapport final : avec S. GERARD, N. IDE et I. TOJEROW, *Cadastre de l'offre de services pour les personnes en situation de handicap à Bruxelles : une cartographie juridique, économique et pratique*, Bruxelles, Centre de droit public et social de l'ULB-DULBEA, 2022, 529 p. (+ synthèse du rapport en 30 p.).

3. Membre du groupe d'experts chargé par Actiris de formuler un avis quant à l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion de l'organisme relatif à la période 2017-2022 et des recommandations en vue de l'élaboration du contrat de gestion portant sur la période 2022-2027, entre août et octobre 2021

Rapport final : avec A. FRANSEN et I. TOJEROW, *Avis sur l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion d'Actiris 2017-2022 et recommandations en vue de l'élaboration du contrat de gestion 2022-2027*, Bruxelles, 2021, 40 p.

4. Membre du groupe d'experts chargé par Bruxelles Formation de formuler un avis quant à l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion de l'organisme relatif à la période 2017-2022 et des recommandations en vue de l'élaboration du contrat de gestion portant sur la période 2022-2027, entre août et octobre 2021

Rapport final : avec I. TOJEROW et M. ZUNE, *Avis sur l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion de Bruxelles Formation 2017-2022 et recommandations en vue de l'élaboration du contrat de gestion 2022-2027*, Bruxelles, 2021, 24 p.

5. Coordinateur et co-auteur d'une recherche, réalisée par Sophie Gérard et Juliette Gilman (chercheuses principales), avec la collaboration d'Amaury Mechelynck, sur les formes juridiques du travail précaire et de la sous-protection sociale, dans le cadre d'un marché public de services pour le compte de l'Observatoire de la santé et du social de Bruxelles, entre septembre 2020 et juin 2021

Rapport final : avec S. GERARD, J. GILMAN et A. MECHELYNCK, *Le travail précaire. Une cartographie juridique du travail atypique et des protections (non) garanties par le droit social*, Bruxelles, Centre de droit public et social de l'ULB, 2021, 442 p. (+ synthèse du rapport en 60 p.).

6. Mission d'étude, avec le Vakgroep Publiek Recht de la VUB, le département d'économie appliquée de l'ULB, le Centrum voor Sociaal Beleid de l'Universiteit Antwerpen et l'Onderzoeksgroep Overheid en Recht de l'Universiteit Antwerpen, sur l'accès des travailleurs salariés et indépendants à la sécurité sociale en Belgique, pour le compte du

SPF Sécurité sociale, entre décembre 2019 et novembre 2020.

Rapport final : avec G. VAN LIMBERGHEN, O. BERTRAND, M. FONTAINE, I. TOJEROW, B. CANTILLON, H. DELANGHE, K. HERMANS, F. LOUCKX et S. MARCHAL, *L'accès des travailleurs salariés et indépendants à la sécurité sociale en Belgique*, rapport n° 2019-DGBESOC-SOC PROTECT, Bruxelles-Anvers, VUB-ULB-Universiteit Antwerpen, 2020, 634 p., https://cris.vub.be/ws/portalfiles/portal/69359927/Access_to_Social_protection_in_Belgium_final_report_30_04_2020.pdf.

7. Recherche, avec Anaïs Moons (chercheuse principale), sur le statut en droit social des coopérateurs qui participent bénévolement aux tâches au sein de supermarchés coopératifs, pour le compte de l'agence-conseil en économie sociale Febecoop, en octobre et décembre 2020

Rapport final : avec A. MOONS, « La participation des coopérateurs bénévoles au fonctionnement des supermarchés coopératifs : aspects de droit du travail et de la sécurité sociale », Bruxelles, Centre de droit public de l'ULB, 2020, 34 p., <https://wallonie-bruxelles.febecoop.be/wp-content/uploads/sites/2/2021/07/La-participation-des-cooperateurs-benevoles-au-fonctionnement-des-supermarches-cooperatifs.pdf>.

8. Coordinateur et co-auteur, avec Jean-François Neven (chercheur principal), du volet juridique et légistique de la recherche réalisée par le Brussels Studies Institute sur le développement d'une assurance autonomie à Bruxelles, dans le cadre d'un marché public de services pour le compte de la Commission communautaire commune, entre avril 2018 et février 2019

Texte final : avant-projet d'ordonnance de la Commission communautaire commune instituant une assurance autonomie bruxelloise.

9. Réécriture des décrets de la Commission communautaire française en vue de rationaliser le paysage bruxellois francophone de la formation professionnelle, dans le cadre d'un marché public de services juridiques pour le compte de Bruxelles Formation, entre février et juin 2018

Texte final : avant-projet de décret de la Commission communautaire française fusionnant les services publics bruxellois francophones de la formation professionnelle.

10. Coordinateur et co-auteur, avec Lucien Rigaux (chercheur principal), du volet juridique de la recherche réalisée par le Brussels Studies Institute sur la « Semaine de

quatre jours : étude économique, juridique et organisationnelle, couplée à un projet de recherche-action », dans le cadre d'un marché public de services pour le compte du Service public régional de Bruxelles (direction générale Bruxelles Economie et Emploi), entre mars et décembre 2017

Rapport final : avec L. RIGAUX, M. FONTAINE, R. PLASMAN, I. TOJEROW, E. MARTINEZ, T. HAUSMANN, C. VANROELEN et B. JANSSENS, *Étude économique et juridique de la faisabilité d'une réduction du temps de travail en Région de Bruxelles-Capitale et recherche-action à Bruxelles-Propreté*, Bruxelles, Brussels Studies Institute, 2018, 260 p. (prise en charge de la partie « Étude de la faisabilité juridique d'une réduction du temps de travail des personnes peu ou non qualifiées en Région de Bruxelles-Capitale », p. 161 à 256), [https://didiergosuin.brussels/sites/default/files/documents-articles/etude_faisabilite_partagetempstravail - rapport final.pdf](https://didiergosuin.brussels/sites/default/files/documents-articles/etude_faisabilite_partagetempstravail_-_rapport_final.pdf).

11. Rédaction, avec Lucien Rigaux (chercheur principal), d'un avant-projet d'ordonnance, exposé des motifs et commentaire des articles compris, relative à l'aide aux personnes sans-abri en région bruxelloise, dans le cadre d'un marché public de services juridiques pour le compte de la Commission communautaire commune, entre juillet 2016 et octobre 2017, en concertation avec les cabinets ministériels en charge de l'Aide aux personnes et les acteurs de terrain

Texte final : avant-projet d'ordonnance de la Commission communautaire commune relative à l'aide d'urgence et à l'insertion des personnes sans-abri (devenu, après modifications, l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 14 juin 2018 relative à l'aide d'urgence et à l'insertion des personnes sans-abri, *M.B.*, 10 juillet 2018).

12. Recherche, avec la collaboration d'Emmanuel Slautsky, sur les conditions de possibilité de la constitution d'un seul service public francophone de la formation professionnelle à Bruxelles, dans le cadre d'un marché public de services juridiques pour le compte de Bruxelles Formation, entre août et septembre 2017

Rapport final : avec la collaboration de E. SLAUTSKY, *Étude de la faisabilité juridique d'une rationalisation du paysage bruxellois francophone de la formation professionnelle*, Bruxelles, Centre de droit public de l'ULB, 2017, 30 p.

13. Membre du groupe d'experts chargé par Actiris de formuler un avis quant à l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion de l'organisme relatif à la période 2013-2017 et des recommandations en vue de l'élaboration du contrat de gestion portant

sur la période 2017-2021, entre septembre 2016 et janvier 2017

Rapport final : avec A. BINGEN, E. CORIJN, J. DEGADT, A. GANGJI, N. SCHERER et L. STRUYVEN, *Avis sur l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion d'Actiris 2013-2017 et recommandations en vue de l'élaboration du contrat de gestion 2017-2021*, Bruxelles, 2017, 46 p.

Egalement en néerlandais : *Advies inzake de evaluatie van de uitvoering van het beheerscontract van Actiris 2013-2017 en aanbevelingen met het oog op de opmaak van het beheerscontract 2017-2021*, Brussel, 2017, 45 p.

14. Membre du groupe d'experts chargé par Bruxelles Formation de formuler un avis quant à l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion de l'organisme relatif à la période 2012-2016 et des recommandations en vue de l'élaboration du contrat de gestion portant sur la période 2017-2021, entre août et octobre 2016

Rapport final : avec M. DEJEMEPPE et M. ZUNE, *Avis sur l'évaluation de la mise en œuvre du contrat de gestion de Bruxelles Formation 2012-2016 et recommandations en vue de l'élaboration du contrat de gestion 2017-2021*, Bruxelles, 2016, 35 p.

15. Coordinateur et co-auteur, avec Emmanuel Slautsky et Vanessa De Greef, du volet juridique de la recherche réalisée par le Brussels Studies Institute sur la faisabilité d'une assurance autonomie bruxelloise, dans le cadre d'un marché public de services pour le compte de l'Observatoire de la santé et du social de Bruxelles, entre janvier et septembre 2016

Rapport final : avec H. DE BROUWER, D. VERTE, R. DE BLANDER, C. MAHIEU, A. VANDENBROUCKE, E. SLAUTSKY, M. DE SPIEGELAERE et V. DE GREEF, *Vers une assurance autonomie bruxelloise*, Bruxelles, Brussels Studies Institute, 2016, 116 p., www.ccc-ggc.brussels/sites/default/files/documents/graphics/rapports-externes/aarapport-assur-autonomie-cocom_fr-def.pdf.

Egalement en néerlandais : *Naar een Brusselse zelfstandigheidsverzekering*, Brussel, Brussels Studies Institute, 2016, 117 p., www.ccc-ggc.brussels/sites/default/files/documents/graphics/rapports-externes/aarapport-zelfstandig-verz-cocom_nl-def.pdf.

16. Membre du groupe d'experts en matière d'emploi et de formation institué par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, entre janvier et juin 2014

Rapport final : avec D. CARLIER, M. GERARD, D. JACOBS, F. LEROY, P.-P. MAETER, R. PLASMAN et B. VAN DER LINDEN, *Réforme de l'Etat. Transfert de compétences en matière d'emploi et de formation professionnelle*, Bruxelles, 2014, 90 p., www.actiris.brussels/media/jgyhi3bh/rapport-du-groupe-d-experts-fr-h-B4D05031.pdf.

Egalement en néerlandais : *Staatshervorming. Overheveling van de bevoegdheden werkgelegenheid en opleiding*, Brussel, 2014, 90 p., www.actiris.brussels/media/bl5p1ts3/rapport-du-groupe-d-experts-nl-h-D9266E79.pdf.

17. Participation régulière à des jurys de sélection pour des postes de direction dans la fonction publique fédérale, bruxelloise ou wallonne : directeur général du département Droits de pensions du Service fédéral des pensions (SFP), directeur général de Famiwal, directeur général du Samusocial, fonctionnaire dirigeant et fonctionnaire dirigeant adjoint de l'administration de la Commission communautaire commune (COCOM), directeur général du service des Indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI), directeur général des allocations aux personnes handicapées du SPF Sécurité sociale, directeur général du service du Contrôle administratif de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI)

6.6. Marques de notoriété

- Depuis 2020, membre effectif du jury « Défis économiques et sociaux » du Fonds pour la recherche en sciences humaines (FRESH), et président du jury en 2023-2024.

6.7. Activités de vulgarisation

6.7.1. Principales interventions dans la presse et textes de vulgarisation

1. « J'ai étudié le revenu de base du point de vue de la sécurité sociale », interview par A. Lismond-Mertes, *Ensemble. Pour la solidarité, contre l'exclusion*, n° 109, 2023, p. 102-107 (suivi de « Penser le revenu de base avec Daniel Dumont et contre Daniel Dumont, p. 108-112).
2. « 'Il faut supprimer le statut cohabitant' : quels arguments derrière cette revendication sociale ? », interview par S. Falcinelli, RTBF, 17 octobre 2022, à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère, www.rtf.be/article/il-

[faut-supprimer-le-statut-cohabitant-quels-arguments-derriere-cette-revendication-sociale-11087271](#).

3. avec E. DERMINE, H. DEROUBAIX, S. GERARD et A. GREGOIRE, co-coordination du guide de la Street Law Clinic en droit social de l'ULB, *Besoin d'une aide du CPAS ? Guide de l'aide sociale pour les étudiantes et les étudiants*, Bruxelles, Centre de droit public et social, 2022, 197 p.
En ligne sur <http://streetlawclinic.ulb.be>.
4. « L'État finance davantage la Sécu de l'indépendant que celle du salarié », interview par P. Lorent, *Le Soir*, 11 février 2022.
5. « La sécurité sociale inachevée », interview croisée avec Philippe Defeyt et François Perl par P. Reman, *Politique. Revue belge d'analyse et de débat*, n° hors-série « Quel État social-écologique au XXI^{ème} siècle ? Émancipation, soutenabilité, solidarité dans un monde vulnérable » (dir. E. Delruelle *et al.*), 2020, p. 94-106.
6. Initiateur de la lettre ouverte au président du SPF Sécurité sociale et au ministre en charge des Personnes handicapées portée par un collectif de 22 professeurs issus de toutes les universités du pays, « La DG Personnes handicapées, une administration dysfonctionnelle », *Le Soir*, 7 janvier 2019 ; « De Directie-generaal Personen met een handicap, een disfunctionerende administratie », *De Standaard*, 7 janvier 2019.
7. Co-auteur du *Manifeste pour un nouveau pacte social et écologique. Quel État social pour le XXI^{ème} siècle ?*, Bruxelles, 2018, 51 p., en ligne sur www.pactesocialecologique.org.
8. avec E. DERMINE, « Maisons médicales : un pur produit de mai 1968 », interview par A. Hubaut dans le dossier « 1968-2018, 50 ans de contestations », *Le Soir*, 10 et 11 mars 2018.
9. « Un risque pour la légitimité de la Sécu », interview par C. Di Prima dans le débat « Faut-il lier les allocations familiales aux revenus ? », *Le Soir*, 13 septembre 2017.
10. « Mieux vaut donner un logement que de l'argent », interview par C. Di Prima dans le débat « De la télé réalité avec des sans-abri : télé-poubelle ou véritables vertus ? », *Le Soir*, 18 août 2017.

11. « Le fédéral fait payer ses choix aux CPAS », interview par P. De Boeck dans « Les clés de l'actu : les CPAS », *Le Soir*, 17 et 18 juin 2017.
12. avec J.-F. NEVEN et P. VIELLE, « Financement de la sécurité sociale : une 'responsabilisation' en trompe-l'œil », RTBF, 23 janvier 2017, www.rtb.be/info/opinions/detail_financement-de-la-securite-sociale-une-responsabilisation-en-trompe-l-oeil?id=9510414.
13. avec V. FLOHIMONT et J.-F. NEVEN, « Analyser les données de consommation de tous les Belges pour lutter contre la fraude sociale : une fausse bonne idée ? », *La Libre Belgique*, 1^{er} mars 2016.
14. « Le *social welfare* à l'américaine : un système coûteux et inégalitaire », Interview par J.-F. Pollet, *Imagine*, n° 112, 2015, p. 28.
15. avec A. BAILLEUX, J.-Y. CARLIER, P. MARTENS et J.-F. NEVEN, « Libre circulation des citoyens européens : du mauvais usage par la Belgique de ses banques de données sociales », *La Libre Belgique*, 5 février 2015.
16. « La Constitution à la rescousse des chômeurs ? », interview par J. Winkel, *Alter Échos*, n° 378, 2014, p. 22-23.
17. « Contractualiser la protection sociale pour la rendre plus efficace ? », contribution au site collaboratif de recherche interdisciplinaire sur le droit public *Le droit public existe-t-il ?*, décembre 2007, 8 p., en ligne sur http://dev.ulb.ac.be/droitpublic/fileadmin/telecharger/theme_3/contributions/DUMONT-3-20071218.pdf.
18. « L'activation des chômeurs devant la Cour de cassation », *Ensemble. Pour la solidarité, contre l'exclusion*, n° 63, 2008, p. 10-11.
19. « 'Activer' les chômeurs : par la sanction ou par l'accompagnement ? », *Le Soir*, 15 juillet 2008, p. 12.

6.7.2. Interventions orales et participation à des émissions radiotélévisées

1. Invité de Pascal Claude dans le cadre de l'émission « Matin Première » de la radio La Première (RTBF) le 7 avril 2022, sur le thème du revenu de base universel.
2. Invité de Thomas Ghyselinckx dans le cadre de l'émission « Histoire de savoir » de Radio Campus le 21 mars 2022, pour présenter mon livre sur le revenu de base universel.

3. Invité de Sacha Daout, avec Philippe Defeyt, dans le cadre de l'émission « Questions en prime » dans le journal télévisé de La Une (RTBF) le 8 février 2021, pour un débat au sujet de l'idée du revenu de base universel.
4. Participation, avec Estelle Ceulemans (FGTB Bruxelles), à un débat à l'issue de la projection du documentaire « La sociale. Vive la sécu ! » au centre culturel Escale du Nord, à Bruxelles, le 24 avril 2019.
5. Intervenant à l'issue de la représentation de « C'est quand la délivrance ? » au théâtre Le Public, à Bruxelles, le 23 octobre 2015.
6. Invité de Robin Cornet dans le cadre de l'émission « Matin Première » de la radio La Première (RTBF) le 15 avril 2015, sur les contestations en justice de certaines réformes de l'assurance chômage.
7. Participation, avec David Clarinval et Yvan Mayeur, à un débat sur le thème « Faut-il obliger les chômeurs à faire du bénévolat ? » dans le cadre de l'émission « Le forum de midi » de la radio La Première (RTBF) le 17 octobre 2013.
8. « Qu'est-ce que l'État social 'actif' ? », introduction au débat « A quoi sert l'État social 'actif' ? » organisé par Etopia à Bruxelles le 5 mars 2009.

VII. Responsabilités logistiques

7.1. Organisation de manifestations scientifiques

1. Organisation d'une soirée-débat « Regards croisés sur l'Europe sociale » à l'Institut d'études européennes de l'ULB, le 6 décembre 2021, en présence d'Amandine Crespy et Philippe Pochet, sous l'égide du Centre de droit public et social, du Centre de droit européen et du Centre d'étude de la vie politique, en partenariat avec l'Institut syndical européen (ETUI) et le Cercle du libre examen (Librex).
2. Organisation d'un recyclage intitulé « Questions transversales en matière de sécurité sociale 2 » à l'ULB, le 26 avril 2021, sous l'égide du barreau de Bruxelles, de la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB et de la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis (UB³).
3. Co-organisation, avec Jean-Benoît Maisin, Pierre-Olivier de Broux, Auriane Lamine et

Pierre-Paul Van Gehuchten, d'une journée d'études sur le thème « Le droit de négociation collective des travailleurs indépendants » au Conseil économique et social européen, le 28 mars 2018, sous l'égide du Centre interdisciplinaire de recherche en droit constitutionnel et administratif (CIRC) de l'Université Saint-Louis, du Centre de recherche interdisciplinaire droit, entreprise et société (CRIDES) de l'Université catholique de Louvain et du Centre de droit public de l'ULB.

4. Co-organisation, avec Julie Ringelheim, Antoine Bailleux, Edoardo Traversa et Yannick Vanderborght, d'un cycle de séminaires sur le thème « Lutte contre les inégalités : quel rôle pour l'Union européenne ? » à l'Université Saint-Louis, entre février et mai 2018.
5. Co-organisation, avec Elise Dermine, d'un séminaire sur le thème « Le rôle des juges sociaux au sein des juridictions du travail », à l'occasion de la venue à la Maison des sciences humaines de l'ULB d'Hélène Michel, le 20 mars 2018, sous l'égide du Centre de droit public de l'ULB.
6. Co-organisation, avec Elise Dermine, d'un séminaire sur le thème « Mobiliser le genre dans nos enseignements du droit : et pourquoi pas ? », à l'occasion de la venue à la Maison des sciences humaines de l'ULB de Diane Roman, le 28 février 2018, sous l'égide du Centre de droit public de l'ULB.
7. Co-organisation, avec Elise Dermine et Emmanuel Slautsky, d'une après-midi d'études sur le thème « Marchés publics et dumping social » à l'ULB, le 29 novembre 2017, sous l'égide du Centre de droit public de l'ULB.
8. Co-organisation, avec Carla Nagels, Charles-Eric Clesse, Pierre Van der Vorst, Guido Van Limberghen et Kristof Salomez, d'une après-midi d'études sur « Le nouveau paysage des inspections sociales/De sociale inspectiediensten herschikt » à l'ULB, le 19 mai 2017, sous l'égide du Centre de recherches criminologiques et du Centre de droit public de l'ULB et du Vakgroep Publiekrecht de la Vrije Universiteit Brussel.
9. Organisation d'un recyclage intitulé « Questions transversales en matière de sécurité sociale » à l'ULB, le 24 avril 2017, sous l'égide du barreau de Bruxelles, de la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB et de la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis (UB³).
10. Co-organisation, avec Filip Dorssemont, de la biennale du droit social 2016 sur le thème « Aux sources du droit social. En hommage à Micheline Jamouille/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen. Als eerbetoon aan Micheline Jamouille » au Palais des

Académies, à Bruxelles, le 21 octobre 2016, sous l'égide de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS).

11. Co-organisation, avec Filip Dorssemont, d'un séminaire sur le thème « Aux sources du droit social/Sociaal recht, over bronnen en herbronnen » au Conseil national du travail, à Bruxelles, le 10 mai 2016, sous l'égide de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS).
12. Co-organisation, avec Pierre-Paul Van Gehuchten, d'un recyclage intitulé « Actualités en matière de bien-être au travail » à l'Université Saint-Louis, le 17 novembre 2014, sous l'égide du barreau de Bruxelles, de la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB et de la Faculté de droit de l'Université Saint-Louis (UB³).
13. Co-organisation, avec Elise Dermine, Filip Dorssemont et Pascale Vielle, d'un colloque international intitulé « Activation Policies for the Unemployed, Right to Work and Freedom of Work » au European Trade Union Institute, à Bruxelles, le 15 mars 2013, sous l'égide du Centre interdisciplinaire de recherche travail, économie et société (CIRTES) de l'Université catholique de Louvain et du Centre de droit public de l'ULB.
14. Co-organisation, avec Bea Cantillon et Willy van Eeckhoutte, d'un séminaire sur la communautarisation des allocations familiales à Bruges, les 21 et 22 septembre 2012, sous l'égide de l'Association belge pour le droit du travail et de la sécurité sociale (ABETRASS).

7.2. Participation à l'administration de l'ULB

Charges actuelles :

- Depuis 2012, membre de la commission de la recherche de la Faculté de droit et de criminologie
- Depuis 2015, président de la commission facultaire des doctorats en sciences juridiques
- Depuis 2019, représentant de la Faculté au sein de l'école doctorale en sciences juridiques de la Communauté française
- Depuis 2020, co-directeur de la *Street Law Clinic* en droit social fondée et dirigée par Élise Dermine (<http://streetlawclinic.ulb.be>)

Charges antérieures :

- De 2017 à 2020, directeur et président du jury du master de spécialisation en droit social
- De 2016 à 2020, *compliance officer* du fonds de pension de l'ULB
- De 2015 à 2020, responsable scientifique des stages en droit social
- De 2014 à 2020, président de la coordination pédagogique en droit social
- De 2013 à 2020, membre de la commission de l'enseignement de la Faculté de droit et de criminologie
- De 2015 à 2018, membre de la commission de recours de la Faculté de philosophie et sciences sociales
- De 2013 à 2017, directeur adjoint du master de spécialisation en droit social
- De 2013 à 2015, secrétaire du jury de la deuxième année du master en droit
- En 2014, président de la commission de la recherche de la Faculté de droit et de criminologie et représentant de la Faculté au sein de l'école doctorale en sciences juridiques de la Communauté française

VIII. Autres informations utiles

8.1. Expérience professionnelle antérieure

- Stages au département de droit public du cabinet d'avocats NautaDutilh, à Bruxelles, sous la direction de Me François Tulkens, en juillet 2004, juillet 2005 et juillet 2006.

8.2. Formations complémentaires

- Formations à la Croix-Rouge : brevet européen de premiers secours, diplôme de secouriste et diplôme d'équipier.

8.3. Engagements divers

- Depuis 2021, membre du conseil d'administration de la maison médicale bruxelloise néerlandophone Medikuregem ;
- Responsable de la commission « Enseignement » du Centre d'action universitaire (C.A.U.) de l'Université Saint-Louis durant l'année académique 2001-2002 ;

- Volontaire à la Croix-Rouge entre 1999 et 2002.

19 juin 2023